



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURES*

Edition n° 27 du 9 septembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 9 septembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1155
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1155
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1155
Bureau de l'interministérialité.....	1155
Arrêté n° 11.BI.73 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	1155
Arrêté n° 11.BI.97 du 22 août 2011 accordant délégations d'ingénierie publique.....	1155
Arrêté n° 11.BI.108 du 8 septembre 2011 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.....	1156
Arrêté n° 11.BI.109 du 8 septembre 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	1159
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1161
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1161
SECRETARIAT GENERAL.....	1161
Cellule juridique / Cabinet.....	1161
Arrêté n° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	1161
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES.....	1164
Arrêté DRAC n° 2011.54.6 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature accordée par Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine.....	1164
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1165
Arrêté n° 2011-DREAL-37 en date du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature.....	1165
DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS DE LORRAINE.....	1168
Arrêté du 2 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine.....	1168
Arrêté du 2 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine.....	1169
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1169
Arrêté du 2 septembre 2011 portant délégation de signature en matière d'action en recouvrement forcé.....	1169

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté n° 11.BI.73 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents au développement économique, aux relations économiques avec les entreprises, au suivi de la situation de l'emploi, ainsi qu'aux mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, pour l'ensemble du département, toutes correspondances et décisions en matière d'aménagement du territoire, d'animation de l'espace rural, de présence des services publics en milieu rural et à l'instruction des dossiers consécutifs à ces missions.

Article 3 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés à M. Luc VILAIN, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du code de la santé publique) ;
- les arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- tous les actes pris en application des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment :
 - les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers,
 - les arrêtés fixant le pays de renvoi,
 - les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance,
 - les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour,
 - * assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc VILAIN, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la résidence du sous-préfet chargé de mission, délégation de signature est donnée à M. Luc VILAIN en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les factures,
- la constatation du service fait.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral N°11.BI.05 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 22 août 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 11.BI.97 du 22 août 2011 accordant délégations d'ingénierie publique

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des Marchés Publics ;
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;
VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2010 ;
VU l'arrêté du 7 janvier 2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, ingénieure en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er février 2011 ;
VU l'arrêté N°0110013 du 5 avril 2011 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement nommant Monsieur Marc MENEHIN directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est par intérim à compter du 15 avril 2011 ;
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.55 du 10 juin 2011 accordant délégations d'ingénierie publique à MM. MARTY et MENEHIN et à Mme de LA PERSONNE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Michel Marty, directeur départemental des territoires, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : Délégation est donnée à Mme Corinne de LA PERSONNE, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 3 : Délégation est donnée à M. marc MENEHIN, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est par intérim, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 4 : MM. MARTY et MENEHIN, Mme de LA PERSONNE définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.55 du 10 juin 2011 accordant délégations d'ingénierie publique à MM. MARTY et MENEHIN et à Mme de LA PERSONNE est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est par intérim et la chef du service de la navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 22 août 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 11.BI.108 du 8 septembre 2011 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral N°11.BI.71 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements**3) Police des débits de boissons :**

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons

- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- * toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963) ;
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route) ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**1) Cartes nationales d'identité (autorisation de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;****2) Passeports ;****3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.
- signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites :
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;**3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville.****4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;****2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :**

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes**4) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.****VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME****1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques ;****2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.****VII – ENVIRONNEMENT****Police des forêts :**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural).

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens ;
- des subventions d'Etat (notamment fonds national d'aménagement du territoire (FNADT), dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)).

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, et de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard Frégiers, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Mlle Anne-Lise LURON et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratives de classe normale.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- 1) Délivrance des primata et duplicata :
 - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires ;
 - de permis internationaux.
- 2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour, assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6 : Délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'OPH de Lunéville.

Article 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 8 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Bernard Frégiers, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mlle Anne-Lise LURON et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratives de classe normale.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alexis ANDRES et de M. Hubert ESPIASSE, la suppléance de M. Alexis ANDRES est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.

Article 10 : L'arrêté préfectoral N°11.BI.71 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, est abrogé.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 8 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 11.BI.109 du 8 septembre 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.72 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, dans les limites de la circonscription territoriale de l'arrondissement de TOUL et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :

- 1) Octroi du concours de la force publique :
 - pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
 - autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.
- 2) Réquisition de logements
- 3) Police des débits de boissons :
 - Décisions de sanctions administratives concernant :
 - * les débits de boissons
 - * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur
 - * toutes correspondances relatives à ces procédures
 - Autorisations d'ouverture tardive
- 4) Police des armes :
 - visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
 - attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser original ou d'un duplicata
 - visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France
- 5) Manifestations sportives sur la voie publique :
 - arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
 - réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
 - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
- 6) Police funéraire :
 - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
 - autorisation de transport de corps en territoire étranger
- 7) Professions et activités réglementées :
 - agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
 - autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
 - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;
 - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS :

- 1) Carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;
- 2) Passeports ;
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE :

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.
- signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES :

- 1) Affaires électorales :
 - créations ou suppressions de bureaux de vote,

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral),
- fixation des dates limites :
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande,
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale,
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

4) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques ;

2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement ;

3) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;
- des subventions d'Etat (notamment fonds national d'aménagement du territoire (FNADT), dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)).

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de TOUL pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de TOUL pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Monique ATTENOT, secrétaire administrative de classe normale.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires,
- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul.

Article 5 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ,
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ,
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour,
 assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 7 : Délégation permanente de signature est accordée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est accordée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont exercées par M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. ESPIASSE et de M. ANDRES, la suppléance de M. Hubert ESPIASSE est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

Article 9 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.72 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, est abrogé.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 8 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

SECRETARIAT GENERAL

Cellule juridique / Cabinet

Arrêté n° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le Directeur Interdépartemental des Routes - Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 11.BI.95 du 22 août 2011, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

ARRETE

Article 1er : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR

A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées.	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N° 56.1425 du 27/12/56 , Circ. N° 81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N° 78-108 du 23/08/78 , Circ. N° 91-01 du 21/01/91, Circ. N° 2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation,

- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie,

- et en cas d'empêchement de ces directeurs adjoints, Monsieur Didier OHLMANN en sa qualité de conseiller de direction.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :
1 - Monsieur Didier OHLMANN, Chef du Service Politique Routière à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Madame Véronique CARPENTIER, Adjointe au Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.

4 - Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OHLMANN, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Madame Véronique CARPENTIER, Adjointe au Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Madame Véronique CARPENTIER, adjointe au chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :

* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Monsieur Philippe REMY, assistant du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Florence THOMAS, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Claude COLIRE, Chef du District de Besançon par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc LANGLET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :

* par Monsieur Philip HAKRANYI, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Claude COLIRE, Chef du District de Besançon par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc LANGELET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont :

* par Monsieur Reynald BELOT, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jan-Claude COLIRE, Chef du District de Besançon par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc LANGELET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Il est rappelé la décision prise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 août 2011

Le Directeur Interdépartemental des Routes - Est,
Georges TEMPEZ

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

Arrêté DRAC n° 2011.54.6 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature accordée par Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine,

VU les codes de l'urbanisme, de l'environnement et du patrimoine ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92 -125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008, relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2010-633 du 08 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2010 du ministre de la culture et de la communication nommant Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine ;

VU la circulaire n° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

ARRETE

Article 1er : En application de l'article 4 de l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle n° 11.BI.87 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Philippe MOREL, secrétaire général de la direction régionale des affaires culturelles de Lorraine, pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministère en charge du domaine,

- Madame Marie-Agnès SONRIER, conservateur régional des monuments historiques et Madame Stéphanie QUANTIN, conservateur des monuments historiques, pour les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

- Monsieur Alexander ENTZER, chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement Madame Gaëlle PERRAUDIN, adjointe au chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, pour les autorisations de travaux en application de l'article L 621-32 du code du patrimoine, ainsi que pour l'autorisation spéciale de travaux en secteurs sauvegardés, à l'exclusion de ceux qui ne ressortissent ni au permis de construire, ni à la déclaration préalable, ni à d'autres autorisations d'occuper le sol (articles L 313-2 et R 313-14 du code de l'urbanisme).

Délégation de signature est en outre donnée à Monsieur Alexander ENTZER et en cas d'absence ou d'empêchement à Madame Gaëlle PERRAUDIN, pour les actes et documents confiés par les textes en vigueur au chef du service de l'architecture et du patrimoine dans le département.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Antoine BOLZINGER, directeur régional adjoint des affaires culturelles de Lorraine, pour les actes et documents énoncés dans l'article 1 du présent arrêté ainsi que pour la délivrance, le refus ou le retrait des licences d'entrepreneurs de spectacles.

Article 3 : L'exercice des compétences de la direction régionale des affaires culturelles de Lorraine ne fait pas obstacle aux pouvoirs propres que détient en vertu des lois et règlements en vigueur, Monsieur Alexander ENTZER et Madame Gaëlle PERRAUDIN, architectes des bâtiments de France dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Demeurent réservées à la signature du Préfet, en toutes matières, les correspondances adressées :

- à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 5 : L'arrêté DRAC n° 2011-54.5 en date du 18 janvier 2011 est abrogé.

Article 6 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1er septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Jean-Luc BREDEL

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

Arrêté n° 2011-DREAL-37 en date du 1^{er} septembre 2011 portant subdélégation de signature

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Ingénieur Général des Mines,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté ministériel 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Lorraine (DREAL Lorraine),

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.86 du 22 août 2011 de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Monsieur Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

A R R E T E

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Mme Anne-Emmanuelle OUVARD et à M. Guy LAVERGNE, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011, dans les conditions et limites suivantes :

1 - Mines et sécurité dans les carrières :

1-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement,

1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ, chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 - Explosifs :

2-1 : autorisation d'utilisation dès réception ;

2-2 : autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

Agents	Actes	
	2-1	2-2
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•
Mme P. HANOCQ, chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•

3 - Equipements sous pression de vapeur ou de gaz :

- 3-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;
3-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;
3-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;
3-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;
3-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;
3-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;
3-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;
3-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;
3-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;
3-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	3-1	3-2	3-3	3-4	3-5	3-6	3-7	3-8	3-9	3-10
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

4 - Canalisations :

- 4-1 : autorisations et renonciations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;
4-2 : autorisations et renonciations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;
4-3 : autorisations et renonciations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;
4-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	4-1	4-2	4-3	4-4
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

5 - Véhicules et transport routier :

- 5-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;
5-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;

- 5-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;
 5-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;
 5-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;
 5-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;
 5-7 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant ;
 5-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5	5-6	5-7	5-8
Mme B. AGAMENNONE, chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BOUVIER, chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. SERRE, chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BALWA, chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR, chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. T. DILLER, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. J-L. RAUBER, technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•		•	•
M. M. ALBRECHT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. C. DEREANT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. F. HAUTTEMENT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET, coordonateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. LASSERRE, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. DUFOIR, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. SCHEFFER, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

6 - Environnement industriel et déchets :

- 6-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
 6-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;
 6-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 6-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;
 6-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	6-1	6-2	6-3	6-4	6-5
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

7 - Evaluation environnementale des projets :

- 7-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement) ;
 7-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base ;
 7-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement ;
 7-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes			
	7-1	7-2	7-3	7-4
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

8 - Energie :

8-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz ;

8-2 : délivrance des certificats d'économie d'énergie ;

8-3 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes		
	8-1	8-2	8-3
M. S. AGAMENNONE, chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)		•	•
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•		
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•		
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•		
M. F. VIGNOT, chef de la division « Energie, Climat, Bâtiment »		•	•

9 - Protection des espèces :

9-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé ;

9-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

9-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

9-4 : décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

9-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

9-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;

9-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

9-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	9-1	9-2	9-3	9-4	9-5	9-6	9-7	9-8
Mme M-L. MÉTAYER, chef du service « Ressources et milieux naturels » (RMN)	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme M-P. LAIGRE, adjoint au chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRÉTIEN, chef de la division « gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux »	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 : Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
A. LIGER

DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS DE LORRAINE

Arrêté du 2 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine

Le Directeur Territorial,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie,
- la décision du directeur général de l'Office national des forêts en date du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial pour la Lorraine,
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.98. en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,
- la décision du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine n° 8600_2009_12_00 relative à la gestion du domaine forestier, portant subdélégation de pouvoir au directeur Bois territorial en matière de vente et délivrance des bois,
- la décision du directeur Bois territorial n° 8600BOI_2009_12_65 relative à vente et délivrance des bois, portant délégation de signature au sein de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.98. en date du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine, subdélégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à MM. :

- Marc DEROY, Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, directeur de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- Jean-Philippe MARECHAL, Ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, responsable du service Bois de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,

les décisions suivantes pouvant être prises dans le département de Meurthe-et-Moselle :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L144-3 et R144-5 du code forestier) ;

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L134-5 et R134-3 du code forestier).

Article 2 : Le directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
Le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts de Lorraine,
Jean-Pierre RENAUD

Arrêté du 2 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine

Le Directeur Territorial,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie,
- la décision du directeur général de l'Office national des forêts en date du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial pour la Lorraine,
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.99. en date du 22 août 2011 portant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,
- la décision du directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine n° 8600_2009_12_00 relative à la gestion du domaine forestier, portant subdélégation de pouvoir au directeur Bois territorial en matière de vente et délivrance des bois,

ARRETE

Article 1er : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.99. en date du 22 août 2011 accordant délégation de pouvoir au directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à MM. :

- Eric MARQUETTE, Ingénieur contractuel, directeur Bois territorial,
- Denis STAUFFER, Ingénieur contractuel, responsable commercial Bois de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle,
à l'effet de présider les ventes par adjudication publique de coupes en bloc et sur pied ou à la mesure, ainsi que les coupes de bois façonnés, provenant de forêts domaniales et de forêts des collectivités de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
Le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts de Lorraine,
Jean-Pierre RENAUD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 2 septembre 2011 portant délégation de signature en matière d'action en recouvrement forcé

Le Comptable du pôle de recouvrement spécialisé de Nancy,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008 - 309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 23 Juillet 2010 portant création de pôles de recouvrement spécialisé dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques

ARRETE

Article 1er : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Ludvine MONCEL-MOREAU, inspecteur, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 15 000 € ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que les bordereaux d'inscription d'hypothèques et de privilèges, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Sébastien MASSON, inspecteur, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 15 000 € ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que les bordereaux d'inscription d'hypothèques et de privilèges, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Philippe DRAPIER, contrôleur principal, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 10 000 € ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 4 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Alain NICOT, contrôleur principal, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 10 000 € ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 5 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Vincent WIRBEL, contrôleur, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 10 000 € ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 6 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy.

Nancy, le 2 septembre 2011

Le comptable du pôle de recouvrement spécialisé de Nancy,
Gérald CAVALLI

